

FRONT COMMUN



Pour diffusion immédiate

Communiqué de presse

Réaction du Front commun aux offres du gouvernement

Appauvrir les travailleuses et les travailleurs des services publics, la pire des solutions

Québec, le 15 décembre 2022. – « Les services publics font face à une crise de main-d'œuvre sans précédent, à laquelle s'ajoute une inflation historique. Que fait le gouvernement? Il offre d'appauvrir les femmes, en majorité, et les hommes qui portent sur leurs épaules tout le poids de nos réseaux publics. » C'est en ces termes qu'ont réagi les porte-parole du Front commun, François Enault, premier vice-président de la CSN, Éric Gingras, président de la CSQ, Daniel Boyer, président de la FTQ, et Robert Comeau, président de l'APTS, après avoir pris connaissance des offres du gouvernement caquiste.

Salaires

Dans ses offres présentées ce matin aux partenaires du Front commun, le gouvernement propose des augmentations faméliques de 3 % pour la première année et de 1,5 % pour les suivantes, pour un contrat de 5 ans. Qui plus est, il fait fi de l'inflation stratosphérique actuelle en ne présentant aucune mesure permettant une protection du pouvoir d'achat. Quant au montant forfaitaire proposé de 1 000 \$, il est insultant pour les femmes et les hommes qui tiennent à bout de bras les services publics puisque ces sommes ne sont versées qu'une seule fois et ne sont pas calculées lorsque vient le temps de comptabiliser les revenus de retraite et les vacances. Il ne s'agit pas d'une solution structurante pour résoudre la pénurie de main-d'œuvre.

L'offre salariale du gouvernement est non seulement inférieure à ce qui va être offert dans le privé, mais va provoquer un appauvrissement des travailleuses et des travailleurs, car les prévisions d'inflation du gouvernement sont largement supérieures à ce qui est sur la table. Alors que le gouvernement prévoit une inflation de 6,8 % en 2022, son offre de 3 % à la première année ne permettra pas aux personnes salariées de se protéger de la hausse du coût de la vie.

« Est-ce que le gouvernement est sérieux quand il affirme que les services publics sont importants? Si oui, pourquoi maintient-il les réseaux en situation d'échec? Pourquoi offre-t-il si peu sachant que les salaires des autres travailleuses et travailleurs vont augmenter davantage?

Les deux dernières années de pandémie nous ont pourtant offert un cruel constat de ce qui ne tourne pas rond dans nos services publics. En mettant sur la table des conditions de travail si désavantageuses, c'est la pénurie de main-d'œuvre et tous les problèmes qu'elle engendre qu'il choisit de pérenniser », ont ajouté les porte-parole du Front commun.

Rappelons que les travailleuses et les travailleurs des services publics accusent un retard de 3,9 % de leur rémunération globale par rapport aux autres travailleuses et travailleurs québécois, un gouffre qui s'élève à 11,9 % en ce qui concerne les salaires. « Devant de tels chiffres, pensez-vous que les gens vont choisir les services publics ou des emplois offrant de meilleures conditions? Ce n'est pas au personnel des services publics de faire encore une fois les frais de la reprise économique ou de la lutte contre l'inflation. Va-t-on demander à nos membres – des femmes, à 78% – de se serrer la ceinture encore une fois pour favoriser la reprise économique? Si le gouvernement est sérieux dans sa volonté d'apporter des solutions durables pour les services à la population, il devra retourner à la table à dessin et reconsidérer ses offres », ont précisé les porte-parole.

Le Front commun revendique, d'une part, un mécanisme permanent de protection contre l'inflation et, d'autre part, un enrichissement visant un rattrapage salarial général. Ainsi, pour l'année 2023, il revendique 100 \$ par semaine ou l'IPC + 2 % (selon la formule la plus avantageuse), pour 2024, l'IPC + 3 %, et finalement, pour 2025, l'IPC + 4 %.

Retraite et enjeux régionaux

Le gouvernement cible de surcroît la retraite, une des dernières conditions de travail intéressantes pour les travailleuses et les travailleurs de l'État, en obligeant celles et ceux ayant 35 ans de carrière à attendre à 57 ans avant la prise de leur retraite. « Il ne s'agit pas d'une mesure de rétention, mais plutôt de détention. Cela risque de provoquer un exode prématuré des travailleuses et des travailleurs vers la retraite. » Le Front commun juge toutefois intéressante la réponse du gouvernement à nos revendications dans le but de maintenir l'expertise en place de manière volontaire.

Il s'attaque aussi au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), une mesure qui réussit tant bien que mal à retenir les personnes œuvrant depuis plus longtemps dans les réseaux. Il propose ainsi de réduire la rente du RREGOP en invoquant la récente bonification du Régime de rentes du Québec (RRQ). « Ce qu'il donne d'une main, l'employeur veut le reprendre de l'autre en prétextant qu'il est trop généreux. »

Forums patronaux et intersyndicaux

Le gouvernement revient avec des forums parallèles aux tables de négociation alors que les organisations syndicales avaient unanimement rejeté cette formule à la dernière ronde de négociations.

Conditions de travail et de pratique

Finalement, en ce qui concerne les conditions de travail, le Front commun surveillera de près les offres qui seront déposées aux diverses tables sectorielles à partir d'aujourd'hui et d'ici le congé des fêtes. « Il faut que des sommes significatives soient investies pour permettre des améliorations concrètes et durables dans les réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi qu'en enseignement supérieur. Il serait impensable que le gouvernement choisisse de sabrer les conditions de travail en imposant des reculs. Ce serait complètement incohérent avec les constats généralisés concernant les services publics. Si le gouvernement souhaite

redevenir un employeur de choix comme il le prétend, il doit donner le coup de barre nécessaire pour renverser la tendance. C'est l'avenir même des services publics qui en dépend. »

Statistiques pour mieux comprendre les enjeux de cette négociation

- Moyenne salariale des employées et employés du secteur public membres du Front commun : 43 916 \$;
- Retard salarial : -11,9 %;
- Retard de rémunération globale : -3,9 %;
- Pourcentage de femmes parmi les membres du Front commun : 78 %.

Pour bien comprendre la négociation : <https://www.frontcommun.org/>.

À propos du Front commun

Ensemble, la CSN, la CSQ, la FTQ et l'APTS représentent plus de 420 000 travailleuses et travailleurs de l'État québécois dans les secteurs publics, en éducation, en santé et dans les services sociaux ainsi qu'en enseignement supérieur. Les conventions collectives viendront à échéance le 31 mars 2023.

– 30 –

Source : Front commun (CSN, CSQ, FTQ, APTS)

Renseignements

Noémi Desrochers, CSN
Cellulaire : 514 216-1825
noemi.desrochers@csn.qc.ca

Maude Messier, CSQ
Cellulaire : 514 213-0770
messier.maude@lacsq.org

Jean Laverdière, FTQ
Cellulaire : 514 893-7809
jlaverdiere@ftq.qc.ca

Maxime Clément, APTS
Cellulaire : 514 792-0481
mclement@aptsq.com